



PME

68^e ENQUÊTE

DE CONJONCTURE

JANVIER 2019



01.



**LA CONFIANCE PLIE
MAIS NE ROMPT PAS**



57%

**PART DES PME AYANT INVESTI EN 2018,
EN PROGRESSION DE 3 POINTS SUR 1 AN**



+22

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION
ATTENDUE DES EFFECTIFS DES PME EN 2018,
STABLE SUR 1 AN À UN NIVEAU NETTEMENT
AU-DESSUS DE SA MOYENNE DE LONG TERME**



76%

**PART DES PME JUGEANT LEUR SITUATION
DE TRÉSORERIE NORMALE OU AISÉE**



92%

**PART DES PME N'AYANT PAS
RENCONTRÉ DE DIFFICULTÉS
POUR FINANCER LEURS INVESTISSEMENTS**

Points clés

1. Après une année 2017 particulièrement dynamique, la confiance des PME semble avoir atteint un palier en 2018. Ainsi, la croissance des PME serait en léger ralentissement cette année. L'Industrie tire son épingle du jeu, les perspectives d'activité restant en amélioration sur 1 an, au contraire de ce que l'on observe dans les autres secteurs.
2. Les perspectives d'emploi restent bien orientées mais les entreprises se heurtent toujours à d'importantes difficultés de recrutement, en particulier dans le secteur de la Construction où plus de la moitié des entreprises annoncent être affectées.
3. Les PME continuent de bénéficier d'une situation financière toujours aisée et de conditions d'accès au crédit très favorables, expliquant probablement la résistance de l'investissement à la fois en 2018 et pour ses perspectives en 2019, malgré des anticipations un peu moins favorables du côté du chiffre d'affaires.
4. Les perspectives pour 2019 font part de PME dont l'optimisme n'est que peu entamé par les nombreuses incertitudes tant au niveau mondial que national. Le repli de l'indicateur sur les anticipations d'activité pose toutefois la question de savoir si l'économie française et la croissance des PME a atteint un palier amené à durer ou plutôt un point d'inflexion, avant un ralentissement de plus grande ampleur.

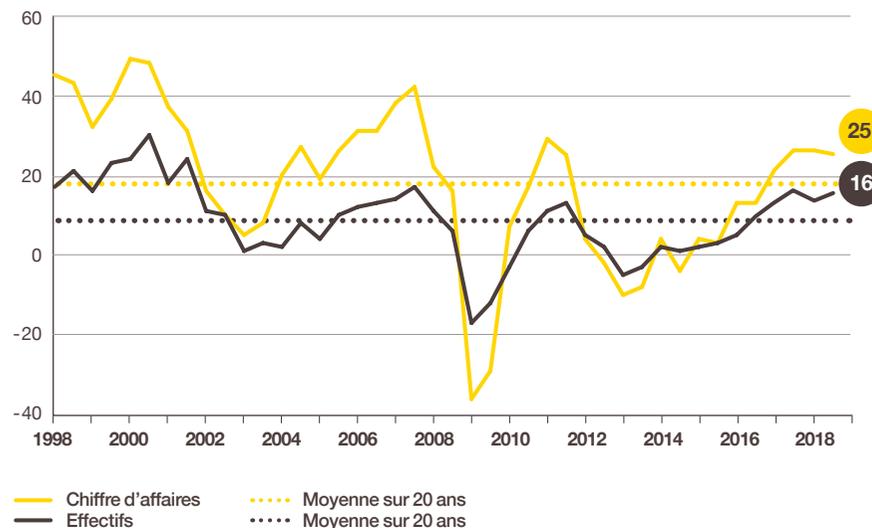
Activité et emploi se tassent en 2018

Les PME font globalement part d'une stabilisation de la croissance de l'activité et des embauches en 2018. Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires pour l'année en cours s'est très légèrement replié depuis le mois de mai, à +25 points (-1 point, cf. graphique 1), tandis que celui relatif aux effectifs a un peu augmenté (+1 point, à 16). Les 2 indicateurs dépassent toujours sensiblement leur moyenne de long terme (respectivement +18 et 9 points).

Cette évolution est cohérente avec le repli du climat des affaires tel que mesuré par l'INSEE depuis le début d'année, ainsi qu'avec le ralentissement du produit intérieur brut (PIB) sur les 3 premiers trimestres par rapport à la même période en 2017.

À noter que les résultats de l'enquête tiennent partiellement compte d'un effet « Gilets jaunes » puisqu'environ 60 % des réponses ont été obtenues après les 1^{res} manifestations. Les PME répondantes n'avaient toutefois pas forcément à ce stade anticipé correctement l'impact sur leur activité, le mouvement ayant perduré.

• GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +26 à +25 entre les interrogations de mai 2018 et novembre 2018. Il a diminué de 1 point en 1 an.

Source : Bpifrance Le Lab

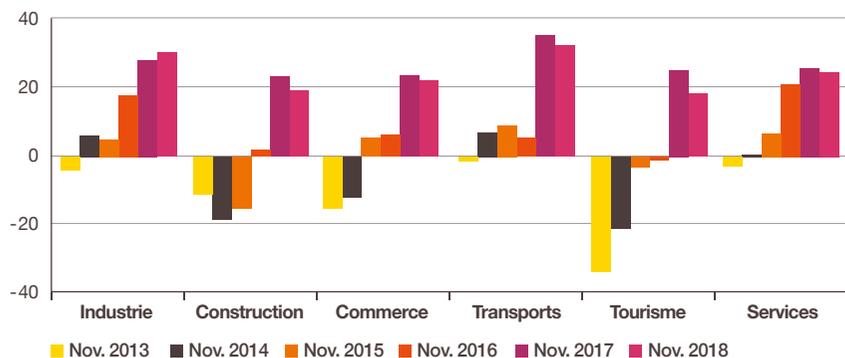
La très légère baisse des perspectives d'activité masque cependant des disparités entre secteurs (graphique 2) :

- l'Industrie se montre résiliente, avec une hausse du solde d'opinion relatif à l'activité sur 1 an (hausse de 2 points, à +30), et tire même son épingle du jeu puisque c'est le seul secteur en progression sur 1 an ;
- l'indicateur relatif à l'activité est en revanche en repli sur 1 an dans les autres secteurs, de manière plus ou moins prononcée : léger repli dans le Commerce (+22 en baisse de 1 point) et les Services (+25 en baisse de 1 point) mais net repli dans la Construction (+19 en baisse de 4 points), les Transports (+32 en baisse de 3 points) et surtout le Tourisme (+18 en baisse de 7 points). À noter qu'au printemps, l'optimisme des PME de ces deux derniers secteurs avait été fortement entamé par les grèves de transports, ainsi que par la remontée du cours du pétrole.

Les PME innovantes, moyennement et fortement exportatrices, et les PME de 10 salariés et plus prévoient toujours une progression de leur chiffre d'affaires supérieure à la moyenne. Les exportatrices résistent d'ailleurs le mieux, avec un solde d'opinion sur l'activité en hausse de +2 points sur 1 an pour les fortement exportatrices et +6 points pour les moyennement exportatrices. Pour les innovantes, malgré un optimisme dans l'absolu, les perspectives se replient un peu sur 1 an (+34, en baisse de 4 points sur 1 an).

Cette légère érosion de l'optimisme des chefs d'entreprise provient notamment de carnets de commandes, tant actuels qu'à venir, un peu moins bien garnis. L'indicateur en solde d'opinion sur leur niveau des 6 derniers mois s'inscrit à +9, soit un repli de 3 points sur 6 mois. L'évolution est similaire pour l'indicateur prévisionnel sur les 6 mois à venir. Les deux indicateurs restent toutefois bien orientés, se situant nettement au-dessus de leur moyenne de long terme.

• **GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**
SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab

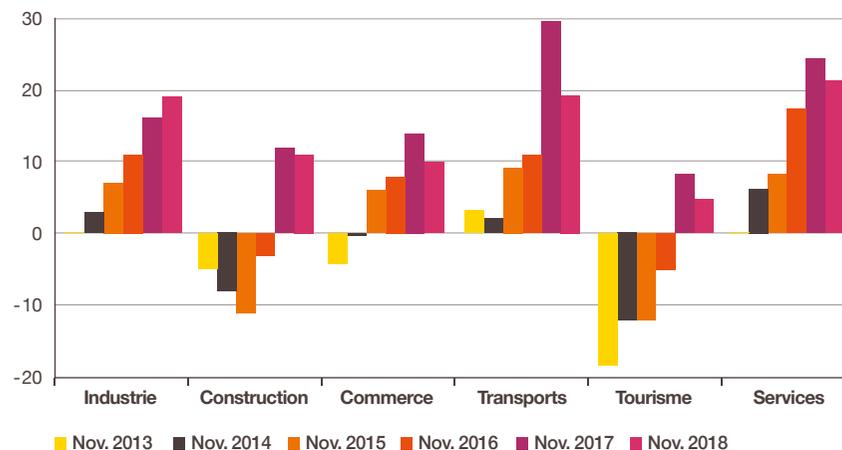
Face à ces anticipations d'activité en léger ralentissement, les chefs d'entreprises stabilisent dans l'ensemble le rythme des embauches. À +15, le solde d'opinion sur l'évolution de l'emploi gagne 1 point par rapport à mai 2018 et en perd un sur 1 an. Il demeure ainsi nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (+9), témoignant d'embauches encore dynamiques.

À l'instar de ce que l'on observe pour l'activité, l'évolution des embauches diffère selon les secteurs (graphique 3) :

- de nouveau, l'Industrie se montre plus optimiste, avec une augmentation du solde d'opinion relatif à l'emploi sur 1 an (hausse de 3 points, à +19). C'est le seul secteur en progression depuis novembre 2017 ;
- l'indicateur relatif aux embauches est en revanche en repli sur 1 an dans tous les autres secteurs, de manière plus ou moins marquée. La baisse est la plus prononcée dans le secteur des Transports (+19 en baisse de 10 points).

Cette stabilisation globale de l'emploi est partagée quels que soient la taille et le caractère exportateur ou non des PME. À noter que si la proportion de PME innovantes anticipant une hausse des embauches est bien supérieure à celle des PME non innovantes, elles font part d'un ralentissement de leurs embauches au contraire des non-innovantes. Les évolutions sont en revanche similaires quel que soit le degré de présence à l'international des entreprises.

• **GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**
SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Dans ce contexte de demande de travail toujours dynamique, les difficultés de recrutement restent un sujet de préoccupation pour une proportion importante de PME : 43 % après 38 % fin 2017. La Construction est le secteur le plus touché par cet obstacle, 51 % des PME de ce secteur y faisant référence. Le Commerce semble en revanche le moins concerné (37 % des PME).

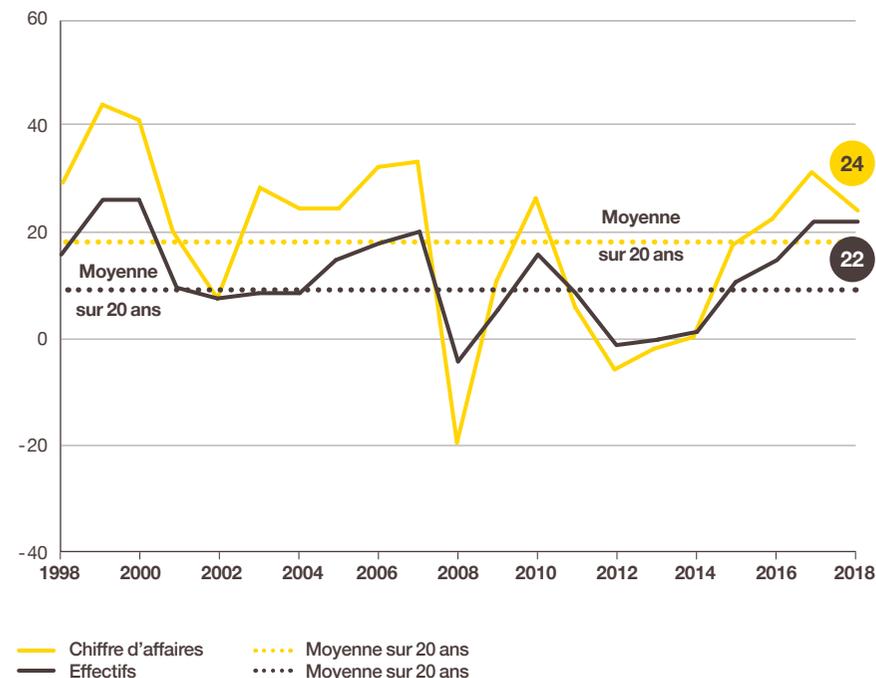
Les perspectives s'affaiblissent pour 2019 mais restent solides

Malgré un fléchissement des perspectives d'activité, les PME restent encore relativement optimistes pour 2019 et anticipent une activité toujours allante. L'indicateur prévisionnel d'activité s'inscrit à +24, soit en repli de 2 points par rapport à mai et de 7 points sur 1 an, mais il reste bien au-dessus de sa moyenne de long terme (+19, graphique 4).

Sur 1 an, tous les secteurs sont concernés par le moindre optimisme des chefs d'entreprise, celui des Transports étant le plus touché.

Malgré un repli, les PME innovantes (solde d'opinion à +44 contre +49 l'an passé) et les fortement exportatrices (+42 contre +44) sont les plus confiantes dans l'avenir. En particulier, les entreprises exportatrices ne semblent donc que peu effrayées par les tensions commerciales actuelles, dont les principaux protagonistes sont certes les États-Unis et la Chine.

• GRAPHIQUE 4 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE SUIVANTE
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a baissé de 7 points en 1 an pour s'inscrire à +24 en novembre 2018.

Source : **Bpifrance Le Lab**

Cet optimisme un peu altéré des chefs d'entreprise n'affecte pas à ce stade les perspectives d'embauches, l'indicateur prévisionnel des effectifs s'avérant stable sur 1 an (solde d'opinion à 22, soit 11 points au-dessus de la moyenne de long terme des anticipations à fin d'année).

Par secteur, les perspectives sont contrastées. Sur 1 an, les effectifs sont prévus en ralentissement dans la Construction, les Services et les Transports mais en accélération dans l'Industrie, le Commerce et le Tourisme.

Les entreprises de 10 salariés et plus, les innovantes et les exportatrices sont toujours en absolu les plus optimistes.

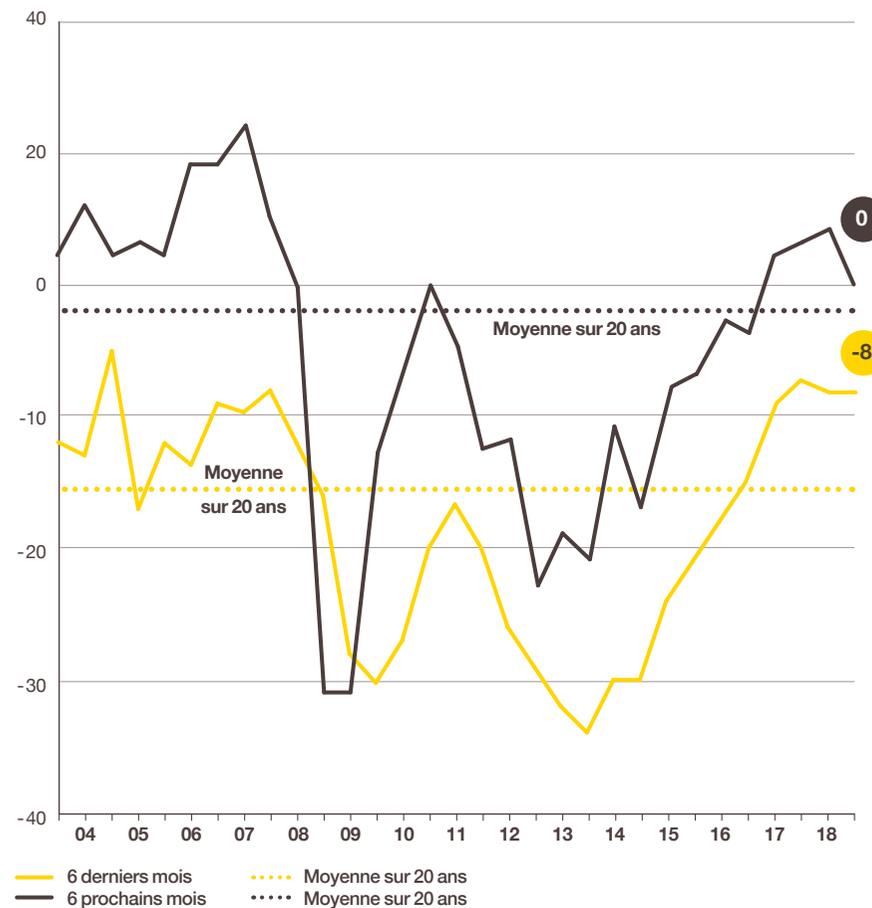
Une situation financière encore de très bon niveau mais attendue un peu moins souple pour les 6 prochains mois

Depuis 1 an, l'état de la trésorerie des PME est resté quasi stable à un niveau élevé (graphique 5). Avec un solde d'opinion à -8 (-1 point sur 1 an), identique à son niveau d'avant crise (novembre 2007), le jugement moyen des PME sur la trésorerie se situe toujours nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (-16).

Sur 1 an, les trésoreries dans la Construction et surtout l'Industrie (solde d'opinion à -5 en hausse de 4 points) se sont assouplies, contrairement à celles des autres secteurs pour lesquelles les trésoreries se sont tendues, en particulier dans le Commerce (solde d'opinion à -12 en baisse de 6 points).

Sur les 6 prochains mois, les PME anticipent toutefois dans l'ensemble une dégradation de la situation de leur trésorerie (solde d'opinion à 0 en baisse de 4 points sur 6 mois). Cette évolution se retrouve dans tous les secteurs, sauf dans l'industrie où les perspectives d'évolution de la trésorerie sont stables.

• **GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE ET FUTURE**
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2018, la part des PME déclarant une trésorerie difficile était supérieure de 8 points à la part déclarant une trésorerie aisée.

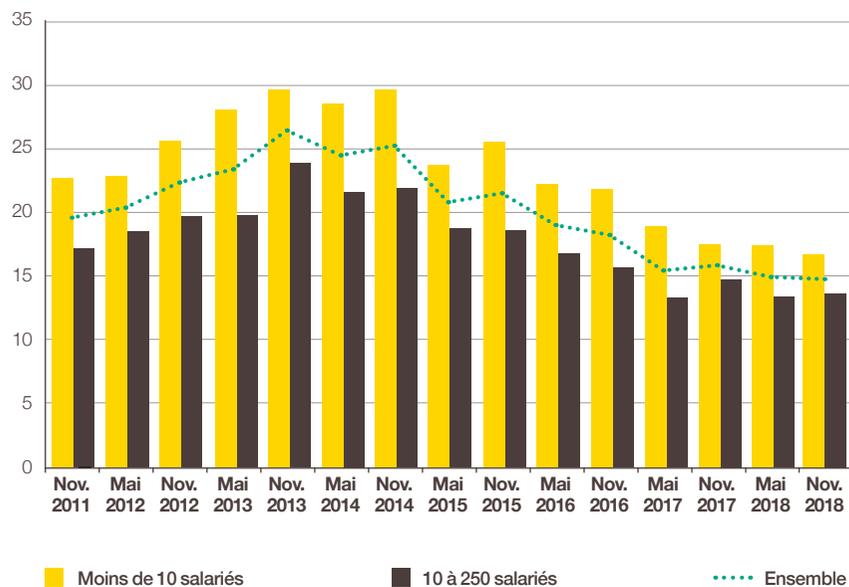
Source : **Bpifrance Le Lab**

Des conditions d'accès au crédit toujours très favorables

L'accès des PME au crédit de trésorerie au cours du 2^e semestre 2018 est resté, selon l'enquête, aisé. Seules 15 % des PME disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir les concours financiers à court terme souhaités, proportion stable sur 6 mois et en baisse d'un point sur 1 an, atteignant un point bas depuis l'introduction de la question en 2010.

L'accès au crédit de trésorerie est aisé tant pour les TPE (difficultés rencontrées pour seulement 17 % d'entre elles) que pour les PME de 10 à 249 salariés (14 %, graphique 6).

• GRAPHIQUE 6 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés d'accès au crédit à court terme demeurent nettement supérieures à la moyenne dans le Tourisme (27 %), alors que la proportion d'entreprises peinant à obtenir un crédit de trésorerie se situe entre 13 et 16 % pour les autres secteurs.

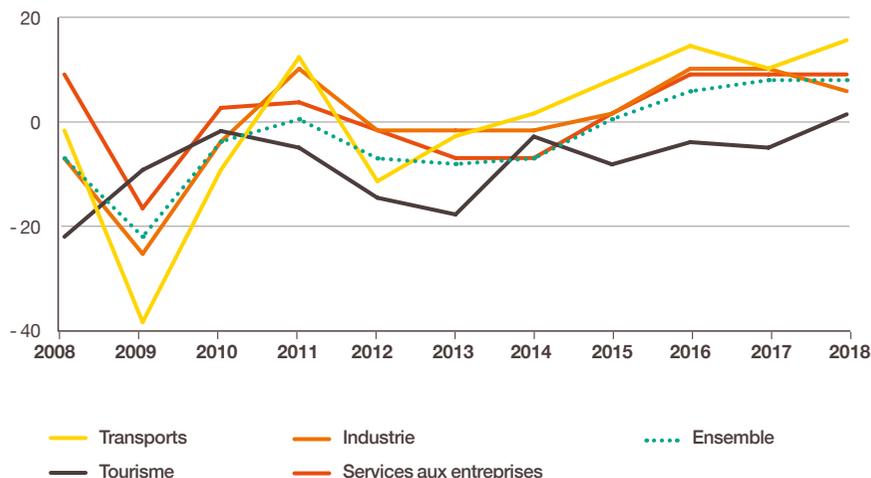
L'accès au crédit d'investissement reste également aisé pour les PME, malgré une très légère hausse de la proportion d'entre elles rencontrant des difficultés pour en obtenir (8 %, soit + 1 point depuis mai). Là encore, les difficultés rencontrées sont plus fréquentes dans le Tourisme (17 %).

Un investissement dynamique en 2018

En novembre 2018, 57 % des PME déclarent avoir investi ou prévoient d'investir d'ici la fin d'année, soit 3 points de plus que l'an passé. L'indicateur relatif à l'évolution annuelle du volume d'investissement, c'est-à-dire de l'ensemble des montants investis dans l'année, est stable sur 1 an à +7 (graphique 7).

Les dépenses d'investissement sont estimées en nette hausse en 2018 dans les Travaux Publics (indicateur à +1 en progression de 7 points sur 1 an), le Tourisme (+1 en hausse de 6 points sur 1 an) et les Transports (+14 en hausse de 5 points). L'amélioration est moins marquée pour le Commerce (gros et de détail) et les Biens de consommation. Les dépenses d'investissement auraient été stables dans les Services aux particuliers et en très légère dégradation dans le Bâtiment et les Biens intermédiaires. En revanche, les PME font part d'investissements en Biens d'équipement en net ralentissement (indicateur à +4 en baisse de 10 points sur 1 an).

• GRAPHIQUE 7 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2018, 28 % des PME annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2017 et 21 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +7.

Source : **Bpifrance Le Lab**

On note par ailleurs que l'investissement progresse d'autant plus fortement que l'entreprise est innovante et/ou exportatrice : l'indicateur est à +17 pour les PME innovantes et exportatrices contre +4 pour les PME non-innovantes et non-exportatrices. Par taille, si l'indicateur progresse chez les TPE (+3, soit +3 points en 1 an), il reste inférieur à celui relatif aux PME de plus de 10 salariés, qui s'affiche toutefois en léger repli (+9 après +11).

La structure de financement des investissements a peu évolué sur 1 an. La part moyenne de l'autofinancement a légèrement progressé (38 % contre 37 % en novembre dernier), en cohérence avec des résultats et une situation financière des entreprises toujours bien orientés. Le reste a majoritairement été financé par emprunt bancaire, pour l'essentiel à moyen terme (53 % *via* crédit-bail mobilier et crédits bancaires de 2 à 7 ans ; 6 % *via* crédit-bail immobilier et prêts bancaires de 8 ans et plus).

Sur 1 an, on constate une diminution relative de l'investissement immobilier (28 % après 33 %), essentiellement au profit des investissements mobiliers (matériels, véhicules, équipements divers) (63 %, soit +6 points).

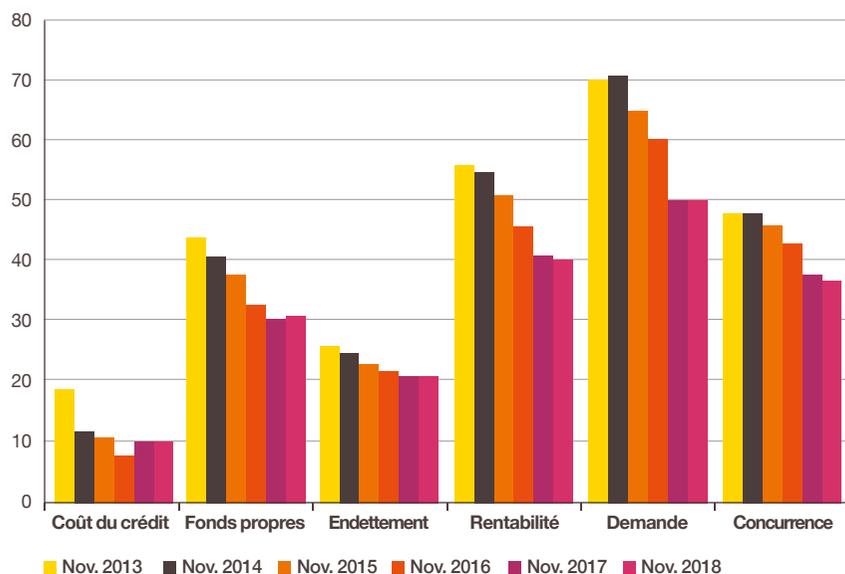
Des freins à l'investissement de moins en moins prégnants

Entre les mois de novembre 2017 et 2018, l'ensemble des freins à l'investissement cités par les PME sont restés à des niveaux historiquement bas. Ils n'ont que peu évolué sur 1 an (graphique 8).

Le principal frein cité par les chefs d'entreprise reste la faiblesse de la demande, pour 50 % d'entre eux, soit stable par rapport à novembre 2017 mais 10 points en-dessous du niveau atteint il y a 2 ans. Reflet de la bonne santé financière des entreprises, l'insuffisance de la rentabilité n'est mentionnée que par 40 % des dirigeants, proportion en recul d'1 point par rapport à fin 2017, évolution similaire à celle de la concurrence, qui représente 37 % des citations.

Le coût du crédit est un peu plus cité mais reste très minoritaire (seules 10 % des PME l'évoquent).

• GRAPHIQUE 8 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT PART DES RÉPONDANTS EN %



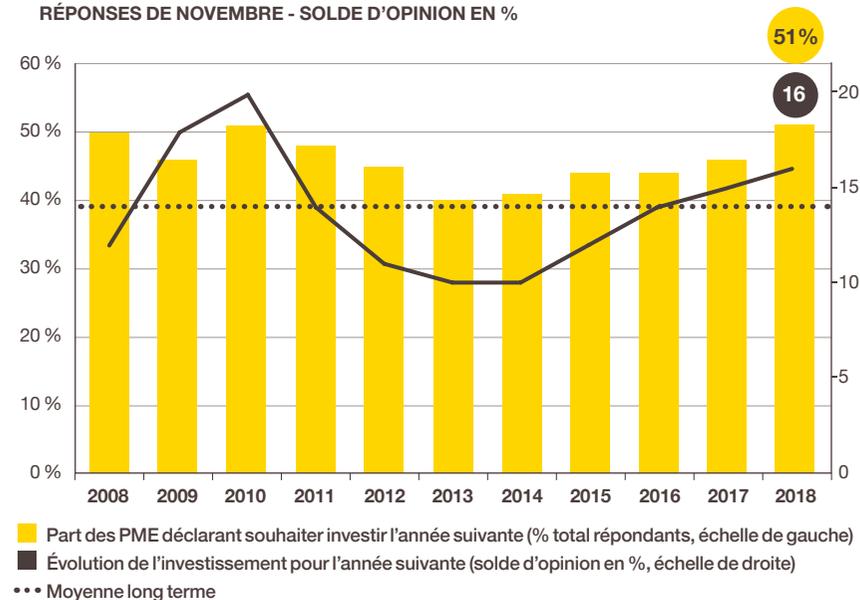
Source : Bpifrance Le Lab

Des perspectives d'investissement toujours favorables pour 2019

Malgré une tendance au repli depuis 1 an, les carnets de commandes restent relativement bien orientés et les conditions de financement toujours très favorables. Dans ce contexte, les PME envisagent une nouvelle année dynamique en termes de dépenses d'investissement. Fin 2018, 51 % d'entre elles envisagent d'investir au cours du prochain exercice soit 4 points de plus que fin 2017. L'indicateur prévisionnel du volume d'investissement poursuit par ailleurs sa tendance haussière observée depuis cinq ans : à +16 (+1 point sur 1 an), il dépasse sa moyenne de long terme située à +14 (graphique 9).

Cette légère hausse anticipée du volume d'investissement provient des secteurs des Services et de l'Industrie, les plus optimistes.

• GRAPHIQUE 9 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE SUIVANTE RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2018, 51 % des PME se déclarent prêtes à investir en 2019 (échelle gauche) et elles sont 16 % de plus à anticiper une hausse des dépenses qu'une baisse par rapport à 2018 (solde d'opinion, échelle droite).

Source : Bpifrance Le Lab

En guise de conclusion

Face aux incertitudes, l'optimisme des PME résiste.

L'activité des PME reste dynamique cette année malgré un repli par rapport au pic de 2017. Cette évolution est cohérente avec celle de l'économie française dont la croissance devrait se situer au-dessus de son potentiel malgré un net ralentissement (de 2,3 % en 2017 à 1,5 % cette année selon les dernières prévisions de l'INSEE).

Pour 2019, les PME se montrent plus pessimistes sur leurs perspectives de chiffre d'affaires. En effet, côté demande, le niveau des carnets de commandes continue de se tasser et elles anticipent globalement une poursuite de ce tassement pour les 6 prochains mois. Côté offre, les difficultés de recrutement constituent un frein de plus en plus puissant à l'expansion du cycle.

Pour autant, elles ne semblent pas avoir baissé les bras. D'une part, les perspectives d'embauches résistent encore pour l'année prochaine. D'autre part, l'investissement resterait dynamique malgré le ralentissement envisagé du chiffre d'affaire, dans un contexte où les conditions de financement restent particulièrement favorables.

Les nombreuses incertitudes entourant tant l'environnement mondial (montée du protectionnisme, *Brexit*, tensions commerciales, volatilité du prix du pétrole, rythme de normalisation des politiques monétaires) que national (« Gilets jaunes ») n'ont ainsi pas encore fortement entamé le moral des chefs d'entreprise, qui restent relativement confiants dans l'avenir.

Conjoncture régionale : synthèse

Au 2nd semestre 2018, les estimations pour l'activité et l'emploi restent bien orientées pour l'ensemble des régions. Toutes les régions anticipent une croissance de l'activité d'au moins 2,6 %. Les PME des Pays de la Loire, des Hauts-de-France, d'Auvergne Rhône-Alpes, du Centre Val de Loire et d'Île-de-France sont les plus optimistes et anticipent en moyenne une hausse de leur chiffre d'affaires supérieure à 5,0 %.

Les effectifs se sont également renforcés partout, plus ou moins selon les régions.

Les trésoreries ont en revanche évolué de manière plus disparate selon les régions : la situation financière des PME d'Auvergne Rhône-Alpes, de Bourgogne-Franche-Comté et des Hauts-de-France s'est améliorée, tandis que les PME bretonnes, du grand Est et d'Île-de-France ont subi quelques tensions au cours des derniers mois sur leur trésorerie, qui demeure toutefois à un niveau satisfaisant.

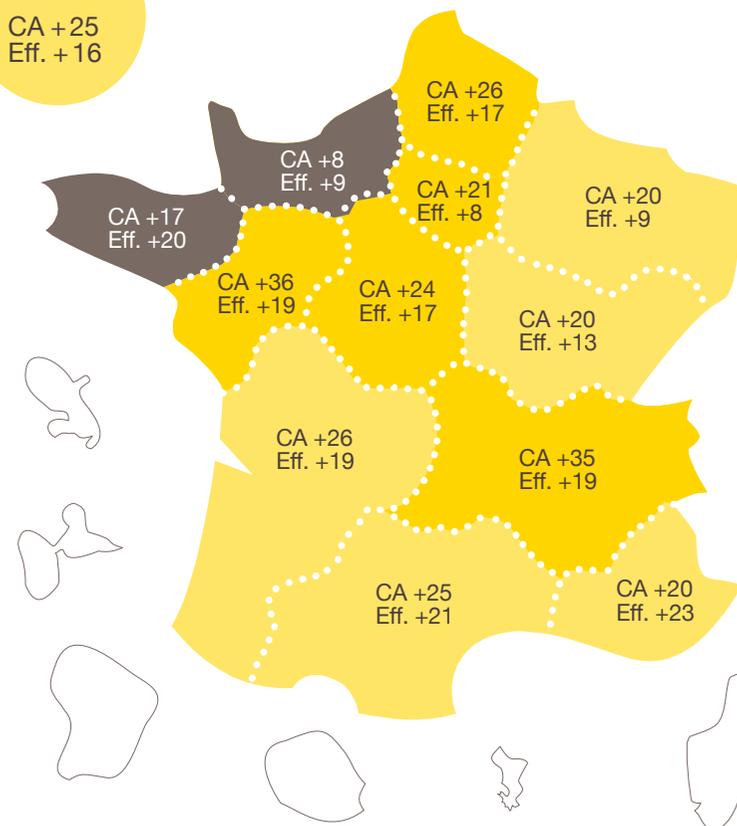
Il en est de même pour la rentabilité : les PME d'Auvergne Rhône-Alpes, de Bourgogne-Franche-Comté, de Centre Val de Loire, d'Île-de-France et de Nouvelle-Aquitaine jugent leur rentabilité en 2018 meilleure que celle obtenue en 2017, à l'inverse de celles des autres régions.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur www.bpifrance-lelab.fr

ÉVOLUTION DU CHIFFRES D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %

France :

CA +25
Eff. +16



Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 2,6 % à 3,0 %
- De 3,1 % à 5,0 %
- De 5,1 % à 8,1 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

ANNÉE 2018 ⁽¹⁾

Ensemble des PME

10 - 250 salariés

Moins de 10 salariés

Industrie

Construction

Commerce

Transports

Tourisme

Services

Moyenne
2008
à 2017

Nov.
2017

Nov.
2018

Évolution/
Nov.
2017

+6	+26	+25	
+14	+33	+34	
-4	+15	+8	
+10	+28	+30	
-4	+23	+19	
+3	+23	+22	
+6	+35	+32	
-2	+25	+18	
+11	+26	+25	

Moyenne
2008
à 2017

Nov.
2017

Nov.
2018

Évolution/
Nov.
2017

+3	+17	+16	
+9	+26	+24	
-5	+5	+2	
+4	+16	+19	
-4	+12	+11	
+2	+14	+10	
+7	+29	+19	
-4	+9	+5	
+8	+24	+21	

Moyenne
2008
à 2017

Nov.
2017

Nov.
2018

Évolution/
Nov.
2017

-6	+7	+7	
-2	+11	+9	
-10	+0	+3	
-2	+9	+5	
+13	+5	+6	
-8	+4	+7	
-5	+10	+14	
-10	-5	+1	
-3	+9	+8	

ANNÉE 2019 ⁽¹⁾

Ensemble des PME

10 - 250 salariés

Moins de 10 salariés

Industrie

Construction

Commerce

Transports

Tourisme

Services

+15	+31	+24	
+22	+38	+31	
+6	+21	+13	
+23	+36	+31	
-5	+22	+12	
+14	+32	+25	
+9	+24	+10	
+5	+18	+15	
+21	+34	+28	

+10	+22	+22	
+14	+27	+27	
+6	+13	+14	
+13	+23	+26	
+1	+20	+17	
+8	+18	+20	
+6	+17	+17	
-3	+0	+3	
+18	+29	+27	

+14	+15	+16	
+14	+16	+17	
+14	+14	+14	
+16	+19	+20	
+8	+13	+12	
+15	+15	+15	
+6	+5	+3	
+14	+14	+13	
+15	+15	+17	

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



02.



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinions correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

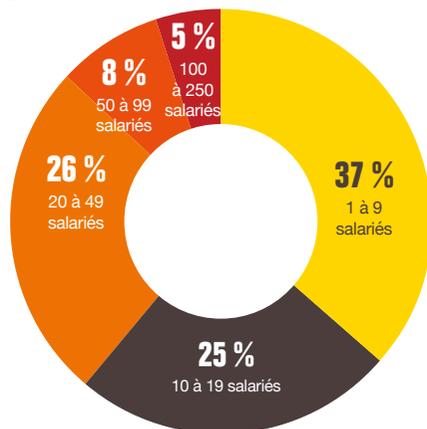
Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

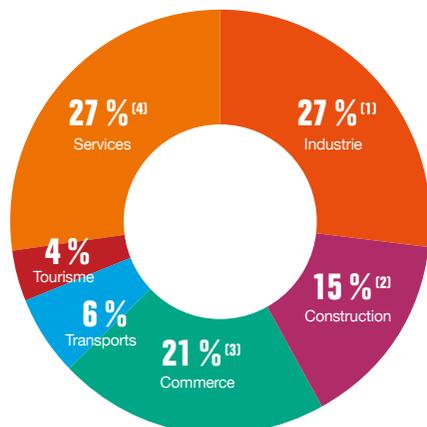
À l'occasion de la 68^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 36 070 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées de mi-novembre à début décembre 2018.

L'analyse porte sur les 3 765 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 7 décembre 2018.

TAILLE

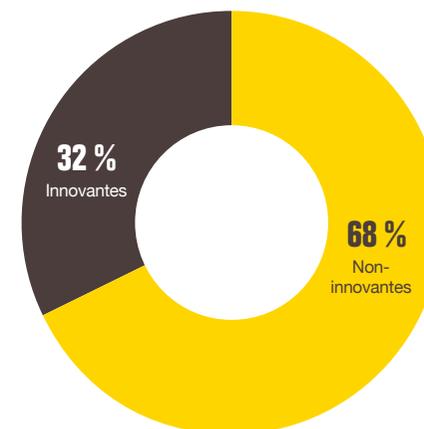


SECTEUR D'ACTIVITÉ

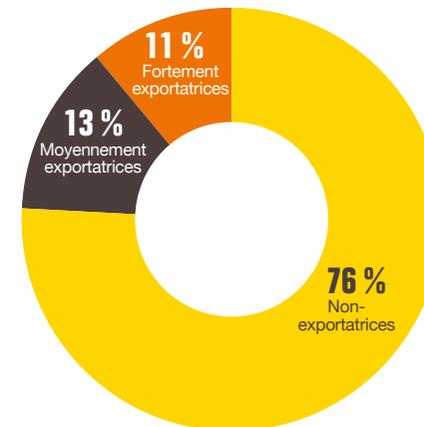


(1) 3 % Agroalimentaire, 13 % Biens intermédiaires, 8 % Biens d'équipements, 3 % Biens de consommation.
 (2) 13 % Bâtiment, 2 % Travaux publics.
 (3) 2 % Commerce et réparation automobile, 12 % Commerce de gros, 7 % Commerce de détail.
 (4) 23 % Services aux entreprises, 4 % Services aux particuliers.

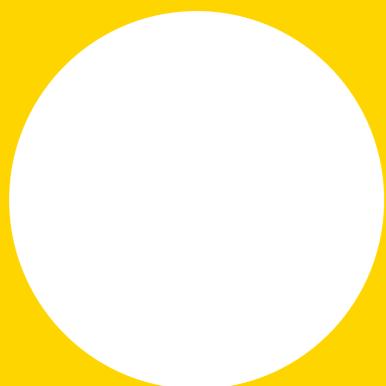
CARACTÈRE INNOVANT



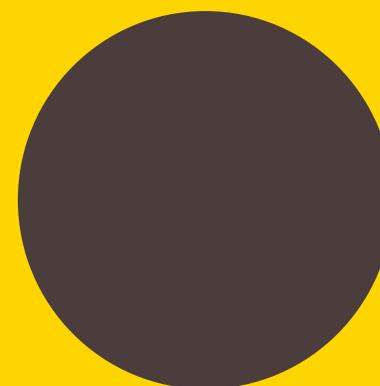
EXPORT



Source : Bpifrance Le Lab



SERVIR L'AVENIR



bpifrance-lelab.fr